ARRETE n° ……………………………………

*Modèle AR (mis à jour le 18/05/2018)*

**PORTANT TITULARISATION, SUITE AU DISPOSITIF DE SELECTION PROFESSIONNELLE**

**Logo Collectivité**

(Articles 13 à 20 de la loi N°2012-347 du 12 mars 2012)

M/Mme …………………………………….......

*Les éléments en italique bleu ne doivent être conservés que si la collectivité ou l’agent sont concernés.*

**c**atégorie………………………………………

Grade ……………………………………………

**Le Maire (le Président)** de ……………………………………………….,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 modifiée, relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet (*le cas échéant pour les agents à temps non complet*),

VU le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 modifié, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

(*le cas échéant) VU le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 modifié, fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale*

*OU VU le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié, portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale*

*OU VU le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 modifié, portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,*

VU le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié, relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre 1er de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 modifiée, relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n° du …………., portant statut particulier du cadre d'emplois des .............,

VU l'arrêté en date du......... portant nomination stagiaire de M *(Mme)*.............et le *(la)* classant au ... échelon du grade …………, IM……IB…….et avec une ancienneté conservée de ..........., à compter du..............,

*(Le cas échéant)VU l’arrêté en date du ………………prorogeant, prolongeant ou renouvelant le stage pour une durée de……………, à compter du…………..,*

*(Le cas échéant) VU l'arrêté en date du ....................................... portant avancement d’échelon (ou reclassement indiciaire) de M (Mme)........................ et classant M (Mme).............au ...... échelon du grade ……………, IM……IB……, à compter du ............... ,*

*VU le rapport sur l’appréciation de l’aptitude professionnelle de M(Mme)………, établi après entretien avec l’intéressé(e),*

*(Le cas échéant) Considérant que la période de stage a été concluante,*

*(le cas échéant) Considérant les périodes d’interruption pour congés maladie/ jours d’arrêt pour accident de service/ congés maternité, paternité, adoption, d’une durée totale de……..(ou du ……………au…………….),*

*(le cas échéant) Considérant que M(Mme)………bénéficie d’un temps partiel (de droit ou sur de demande) de ….% depuis le….… ,*

Considérant que l’agent remplit toujours les conditions exigées pour accéder à un emploi public dans la fonction publique territoriale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

A compter du ............ , M (*Mme*)............. né*(e)* ....... (*nom de jeune fille*) le ...... est titularisé*(e)* dans le cadre d'emplois de ............... , au grade ...... à temps complet (*ou à temps non complet pour une durée de ....../35ème*)

**ARTICLE 2 :**

A la même date, M *(Mme)*................................... est classé*(e)* au........ échelon …... du grade….. .

Il *(Elle)* percevra la rémunération correspondant à *(éventuellement : …. /35ème)* de l’IB ........... , IM ........... , avec une ancienneté conservée de ............................................... *(ou sans ancienneté).*

*(Le cas échéant) Il (Elle) conservera, à titre personnel, la rémunération correspondante à l’IB……IM…….*

*(Le cas échéant) M (Mme)................................... continuera à percevoir une bonification indiciaire de ….. points d'indice majoré.*

**ARTICLE 3 :**

M *(Mme)*…. est soumis à l’obligation de formation de professionnalisation au 1er emploi à accomplir dans un délai de 2 ans à compter de sa nomination.

**ARTICLE 4:**

M *(Mme)*........ est soumis*(e)* au régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires et affilié*(e)* à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (*ou le cas échéant au régime général de la Sécurité Sociale et affilié(e) à l'IRCANTEC*).

**ARTICLE 5:**

Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au Représentant de l’Etat et notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

* Président du Centre de Gestion de Haute-Savoie,
* Comptable de la Collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le Maire (*le Président*),

(*prénom, nom lisibles et signature*)

*ou*

Par délégation,

(*prénom, nom, qualité lisibles et signature*)

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :